

*Initiatives ministérielles*

plement parce qu'elle porte la marque de M. Pickersgill ou de quelqu'un d'autre.

Les circonstances changent. Les subventions ne donnent pas les résultats escomptés. Ce n'est pas réaliste, comme je l'ai dit au départ. Je ne peux faire mieux que me répéter. Le projet de loi C-26 tient compte de la réalité. Si vous ne voulez pas faire face à la réalité, alors je comprends pourquoi vous ne voulez pas appuyer ce projet de loi.

**M. George S. Rideout (Moncton):** Madame la Présidente, c'est agréable d'entendre les ministériels parler des avantages du projet de loi C-26 pour le Canada atlantique.

Quand nous examinons ce que le gouvernement fait depuis quelques mois, nous nous demandons ce qui nous attend dans le Canada atlantique.

Le projet de loi C-26 est un exemple frappant de la façon dont le gouvernement nous traite. J'ai écouté le député de Halifax-Ouest dire que nous devrions abandonner cette subvention et ce projet de loi sur la manutention du grain. Nous devrions plutôt attendre la suite des événements et passer à autre chose.

Les Canadiens de l'Atlantique n'en peuvent plus d'abandonner à gauche et à droite. Nous avons abandonné notre réseau de VIA Rail. Nous avons abandonné presque tous les mécanismes de soutien que nous avons depuis des années. Le député de Halifax-Ouest nous dit de continuer à tout abandonner. Franchement, les Canadiens de l'Atlantique en ont marre de tout abandonner.

C'est intéressant d'entendre les ministériels utiliser des termes à la mode comme limite inférieure, force du marché et subvention. En fin de compte, nous constatons qu'ils sont aux prises avec le dilemme de l'Accord de libre-échange: à cause de l'Accord, ils sont forcés d'abandonner le programme d'assurance-chômage auquel le gouvernement participait.

Voici que le projet de loi C-26 le force à abandonner tout soutien aux manutentionneurs de grain du Canada atlantique, aux chemins de fer et à toutes les autres industries tertiaires, en partie parce qu'il n'a pas su négocier l'Accord de libre-échange et défendre les intérêts du Canada atlantique.

Le gouvernement suit son programme étape par étape et nous constatons qu'il est en voie de démolir toute l'infrastructure qui a si bien servi le Canada atlantique. Par exemple, pensez au manque de financement pour la Route transcanadienne au Nouveau-Brunswick et au démantèlement des services de VIA Rail, exception faite

de la ligne principale. Une fois le tarif de l'Est supprimé, attendons-nous à voir le CN et le CP abandonner d'autres embranchements.

Le gouvernement affirme qu'il agit dans le meilleur intérêt des Canadiens de l'Atlantique et qu'il nous appuie à 100 p. 100. C'est ridicule, il n'appuie personne.

À l'origine, ce programme devait permettre aux ports canadiens de l'Atlantique de soutenir la concurrence des Américains et du port de Montréal. Le gouvernement veut leur enlever cet avantage. Il est en train de dire aux Canadiens de l'Atlantique de se débrouiller seuls. Il leur enlèvera leurs bouées de sauvetage et il leur demandera ensuite de revenir négocier quand ils auront tout perdu.

Cette politique est totalement inacceptable pour nous de la région de l'Atlantique. Quand on ne s'intéresse qu'aux bilans, aux chiffres et aux statistiques, on oublie vite que ce sont des gens qui sont en cause. Des gens qui ont des emplois, qui ont des familles et des enfants à l'université. Que leur restera-t-il lorsque le gouvernement leur aura finalement enlevé tous les mécanismes de soutien qui leur sont offerts actuellement?

Les députés d'en face nous proposent souvent des solutions. La Commission des transports des provinces de l'Atlantique l'a fait. Elle a déposé une solution en règle il y a un an, mais le gouvernement n'en a pas tenu compte; il a présenté le projet de loi C-26. Il n'a pas écouté la Commission des transports des provinces de l'Atlantique ni les autres intéressés. Il est allé tout simplement de l'avant en faisant comme bon lui semblait, et cela a mal tourné comme d'habitude.

Comment s'étonner que le gouvernement soit tombé à 20 p. 100 dans la faveur populaire d'après les sondages d'aujourd'hui, comparativement à 67 p. 100 pour le Parti libéral? C'est parce qu'il a détruit la confiance que les Canadiens de l'Atlantique éprouvaient envers leur gouvernement et envers sa politique. Le gouvernement parle d'inégalité régionale et de renforcement de l'unité canadienne alors qu'il démantèle à peu près tout ce qui, dans leur infrastructure économique, tient à coeur aux Canadiens de l'Atlantique.

Le gouvernement a bousillé l'industrie des pêches comme il a saboté l'industrie ferroviaire. Maintenant, il fait un gâchis de cette affaire-ci.

C'est un aspect critique du développement de la région atlantique. Le programme existe depuis les années 1960. Il a profité à la région atlantique. Je pense que devant une attitude aussi cavalière, les Canadiens de l'Est, de l'Ouest ou du Nord vont nourrir des sentiments à l'égard du gouvernement central qui ne pourront avoir que des